



**PRÉFET
DES PYRÉNÉES-
ATLANTIQUES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle - Aquitaine**

**Arrêté préfectoral n° 2635/2025/81
fixant des prescriptions complémentaires
à la société EURALIS pour son site de Lescar
(actualisation de prescriptions pour les rejets atmosphériques)**

**LE PRÉFET DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

- VU** le Code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre 1er et son article R. 181-46 ;
- VU** la nomenclature des installations classées ;
- VU** le décret du 5 juillet 2024 portant nomination de M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, sous-préfet de Pau ;
- VU** le décret du 6 novembre 2024 portant nomination de M. Jean-Marie GIRIER préfet des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 64-2025-06-26-00002 du 26 juin 2025 donnant délégation de signature à M. Samuel GESRET secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 62635/18/14 du 20 mars 2018 fixant des prescriptions complémentaires à la société Euralis, relative à la prévention de la pollution atmosphérique ;
- VU** le courrier de l'exploitant en date du 25 juillet 2025 portant à la connaissance du préfet une modification des points de rejets atmosphériques pour le dépoussiéreur du silo vertical ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 octobre 2025 ;
- VU** le courrier du 5 septembre 2025 transmettant à l'exploitant le projet d'arrêté conformément à l'article R. 181-45 du Code de l'environnement ;
- VU** les observations formulées par l'exploitant dans son courrier en date du 8 octobre 2025 ;
- CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'actualiser les prescriptions en matière de prévention de la pollution atmosphérique ;
- Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques ;

ARRÊTE

Article premier : Objet

La Société Euralis Céréales ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé avenue Gaston Phoebus, 64231 Lescar, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté, pour l'exploitation de ses installations, sur le territoire de la commune de Lescar.

Article 2 : Conformité aux dossiers

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant dès lors que ces dispositions ne sont pas contraires à celles fixées dans le présent arrêté.

Article 3 :

Les dispositions de l'annexe I du présent arrêté remplacent les dispositions respectivement :

- de l'article 2.2 « Conduits et installations raccordées / conditions générales de rejet » de l'arrêté préfectoral n° 2635/18/14 du 20 mars 2018 ;
- de l'article 2.3 « Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / valeurs limites des flux de polluants rejetées » de l'arrêté préfectoral n° 2635/18/14 du 20 mars 2018 ;

Article 4 : Voies, délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut faire l'objet d'un recours contentieux devant la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Pau :

- 1° par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté,
- 2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44,
 - b) la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

Article 5 : Publicité

En vue de l'information des tiers, conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

- 1° une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Lescar et peut y être consultée par les personnes intéressées,
- 2° un extrait du présent arrêté est affiché à la mairie de Lescar pendant une durée minimum d'un mois, le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire de Lescar,
- 3° l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans les Pyrénées-Atlantiques pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques, le maire de Lescar, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, les inspecteurs de l'environnement placés sous son autorité, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société EURALIS CEREALES.

Pau, le **28 OCT. 2025**

Le Préfet

**Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire général,
Samuel GESRET**

ANNEXE 1 :

Article I.1 – Conduits et installations raccordées / conditions générales de rejet

Les dispositions de l'article 2.2 de l'arrêté préfectoral n° 2635/18/14 du 20 mars 2018 sont modifiées par les dispositions suivantes :

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Section en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse d'éjection en m/s	Puissance ou capacité	Combustible
1	Séchoir Roulin	25	Rectangulaire 3 x (1,16 x 1,6)	277 000	10,5	14.5 kW	Gaz naturel
2	Séchoir Satig 1	25	Rectangulaire 12 x 1,18	365 000	5,5	14.5 kW	Gaz naturel
3	Séchoir Satig 2	25	Rectangulaire 5 x 1,18	154 000	4,3	5.6 kW	Gaz naturel
4.1	Système de dépoussiérage du silo vertical	10	Cylindrique 0.9	28 000	> 8	55 kW	-
4.2	Système de dépoussiérage du séchoir, égrenage et de la fosse	10	Cylindrique 0.71	28 000	> 8	37 kW	-
5	Système de dépoussiérage du silo plat n°1 (30 000 t)	-	Cylindrique 0.64	28 000	> 8	-	-
6	Système de dépoussiérage du silo plat n°2 (50 000 t)	-	Rectangulaire 0,6 x 0,37	24 000	> 8	-	-
7	Système de dépoussiérage de la station d'ensilage	-	Cylindrique 0.7	30 000	> 8	-	-

Le débit des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes par heure rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Article I.2 – Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / valeurs limites des flux de polluants rejetés

Les dispositions de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral n° 2635/18/14 du 20 mars 2018 sont modifiées par les dispositions suivantes :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :

- à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;
- à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée dans le tableau ci-dessous.

On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Paramètre	Conduit n°1		Conduit n°2		Conduit n°3		Conduit n°4.1 et 4.2		Conduit n°5		Conduit n°6		Conduit n°7	
	C°	flux	C°	flux	C°	flux	C°	flux	C°	flux	C°	flux	C°	flux
Poussières	Si flux	2.4	Si flux	6.9	Si flux	2.5	50	10	50	10	50	10	30	10

	total > 1kg/h, alors VLE = 40 mg/m3	kg/h	total > 1kg/h, alors VLE = 40 mg/m3	kg/h	total > 1kg/h, alors VLE = 40 mg/m3	kg/h	mg/N m3	kg/h	mg/N m3	kg/h	mg/N m3	kg/h	mg/N m3	kg/h
NOx ou équivalent NO2	-	0.3 kg/h	-	1 kg/h	-	0.2 kg/h	-							
O2	Teneur réelle en oxygène des gaz non dilués par addition d'air non indispensable au procédé													

Pour les installations de séchage, les mesure se font sur gaz humides.

Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte.

Les valeurs limites s'imposent à des mesures, prélèvements et analyses moyens réalisés sur une durée qui est fonction des caractéristiques de l'appareil et du polluant et voisine d'une demi-heure.

Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.

Sauf autorisation explicite, la dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.